



RCS : TARBES
Code greffe : 6502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TARBES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1984 B 00018
Numéro SIREN : 328 768 544
Nom ou dénomination : SOCIETE DE PARTICIPATION D INVESTISSEMENT ET DE
CONSTRUCTION

Ce dépôt a été enregistré le 20/02/2017 sous le numéro de dépôt 438

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE TARBES

6 RUE MARECHAL FOCH
65013 TARBES CEDEX
TEL 05.62.51.77.77 - FAX 05.62.51.77.87
WWW.INFOGREFFE.FR

RECEPISSE DE DEPOT

SOCIETE DE PARTICIPATION
D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION

5 Cours Gambetta
65000 Tarbes

V/REF :
N/REF : 84 B 18 / 2017-A-438

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE TARBES certifie qu'il a reçu le 20/02/2017, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 20/12/2016
- Augmentation du capital social

Rapport du commissaire aux apports en date du 05/12/2016

Statuts mis à jour en date du 20/12/2016

Concernant la société

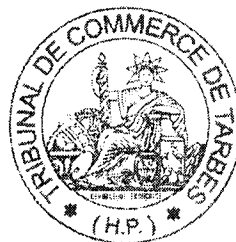
SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION
Société par actions simplifiée
5 Cours Gambetta
65000 Tarbes

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-A-438 le 20/02/2017

R.C.S. TARBES 328 768 544 (84 B 18)

Fait à TARBES le 20/02/2017,

LE GREFFIER



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

SOPIC
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 470 400 euros
Siège : 5 cours Gambetta
65000 Tarbes R.C.S. Tarbes : 328 768 544

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 20 DECEMBRE 2016

Le 20 décembre , à 9 heures , les associés de la Société SOPIC se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social de la société, sur convocation faite par le Comité de Direction.

Chaque associé a été convoqué oralement en date du 12 décembre 2016.

Conformément aux dispositions statutaires, il a été établi une feuille de présence signée par tous les associés présents .

PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes - titulaire- régulièrement - convoqué, est absent et excusé.

Monsieur Michel COUSIN préside la séance en sa qualité de Président du Comité de Direction.
La société SOPIC INVESTISSEMENT représentée par Monsieur Didier ESCANDE est désigné comme secrétaire de la séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent la totalité des 29400 actions , soit la totalité des actions ayant droit de vote.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes
- le rapport du Comité de Direction
- le texte des projets de résolutions proposées par le Comité de Direction à l'assemblée ;

Puis le Président déclare que le rapport du Comité de Direction, les textes des projets de résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation de l'apport à SOPIC des parts détenues par la société SOPIC INVESTISSEMENT dans le capital de la société SOPIC NORD.
- En vue de rémunérer l'apport susvisé, augmentation du capital d'un montant de 117 168 euros.
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.
- Modification corrélative des statuts.

Le Président donne lecture du rapport du Comité de Direction et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.



Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERERE SOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un Contrat d'apport en date du 9 décembre 2016 à TARBES 65000 aux termes duquel la société SOPIC INVESTISSEMENT , a fait apport à la Société SOPIC de 309 parts sociales de la société SOPIC NORD en nature évalués à 141 319,77 euros .

- du rapport de Monsieur Philippe CARON , Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés à la suite de la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} décembre 2016.

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEMERE SOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Comité de direction et du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social de 117 168 euros pour le porter de 470 400 euros à 587 568 euros au moyen de la création de 7323 actions nouvelles de 16 euros chacune, entièrement libérées, et attribuées à :

la société SOPIC INVESTISSEMENT

Une prime d'émission sera comptabilisée à hauteur de 24 151 ,77 euros.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir, sera réduit «prorata temporis», en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles «Apports» et «Capital social» des statuts :

«ARTICLE 6 - APPORTS – AVANTAGES PARTICULIERS

6.1. Apports

../..

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires en date du 20 décembre 2016, le capital social a été augmenté de 117168 euros au moyen de l'apport en nature par la société SOPIC INVESTISSEMENT à la société SOPIC de 309 parts sociales de la société SOPIC NORD évalués à 141 319,77 euros .

6.1 Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

«ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 587 568 euros. Il est divisé en 36723 actions de 16 euros chacune, entièrement libérées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

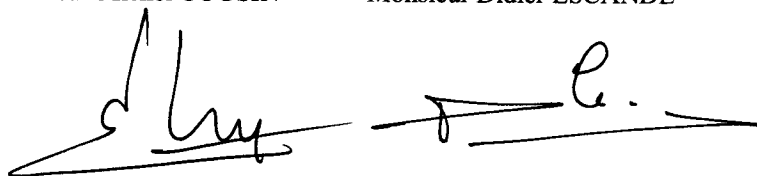
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 9 heures 30 .

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président de l'assemblée
Monsieur Michel COUSIN

Le Secrétaire
Monsieur Didier ESCANDE



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE TARBES

Le 16/01/2017 Bordereau n°2017/43 Case n°8

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Ext 128

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administrative des finances publiques



APPORTS DE TITRES DE PARTICIPATION
ASSIMILES A UN APPORT PARTIEL D'ACTIF (Art. 710-1 du PCG)
PAR LA SOCIETE
SOPIC INVESTISSEMENT
A
SOPIC

EC

ST

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

SOPIC INVESTISSEMENT

Société Anonyme au capital de 500.000 euros, dont le siège social est sis 5 cours Gambetta 65000 TARBES, immatriculée au RCS de TARBES sous le n°378 653 885, représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Didier ESCANDE, dûment habilité aux fins des présentes, par une décision des associés en date du 11 octobre 2016,

Ci-après dénommée « **SOPIC INVESTISSEMENT** » ou la « **Société Apporteuse** »

D'UNE PART,

ET

SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION

Société par actions simplifiée au capital de 470.400 euros, dont le siège social est sis 5 cours Gambetta 65000 TARBES, immatriculée au RCS de TARBES sous le n° 328 768 544, représentée par son Président, Monsieur Michel COUSIN, dûment habilité aux fins des présentes, par une décision des associés en date du 11 octobre 2016,

Ci-après dénommée « **SOPIC** » ou la « **Société Bénéficiaire** »

D'AUTRE PART,

La Société Apporteuse et les Sociétés Bénéficiaires seront ci-après individuellement dénommées une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

PREALABLEMENT AU PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIF FAISANT L'OBJET DES PRESENTES, CONFORMEMENT A LA FACULTE OFFERTE PAR L'ARTICLE L 236-6-1 DU CODE DE COMMERCE, IL A ETE EXPOSE ET RAPPELE CE QUI SUIT :



EXPOSE PRELIMINAIRE

A. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES

a. La Société Apporteuse : SOPIC INVESTISSEMENT

- La société SOPIC INVESTISSEMENT est une société anonyme dont le siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES ;
- La société SOPIC INVESTISSEMENT est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Tarbes sous le numéro 378 653 885 ;
- Son capital social s'élève à la somme de 500.000 euros, divisé en 50 000 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, entièrement libérées ;
- La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- La société SOPIC INVESTISSEMENT n'a émis aucune action de préférence, aucune obligation, aucune obligation convertible en actions, échangeable contre des actions ou donnant droit à souscription à des actions. D'une manière générale, la société SOPIC INVESTISSEMENT n'a pas émis de titres financiers donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute manière à l'attribution, à tout moment, ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société ;
- La société SOPIC INVESTISSEMENT n'est pas cotée en bourse et n'offre pas au public ses titres financiers ;
- Il n'existe pas d'avantages particuliers stipulés dans les statuts ;
- La société SOPIC INVESTISSEMENT a pour objet, la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères de quelque forme et de quelque objet que ce soit, l'investissement dans tous biens meubles ou immeubles, les prestations de services et de management pour les sociétés dans lesquelles elle détient une participation, la participation directe ou individuelle de la société dans toutes les opérations commerciales pouvant se rattacher à l'objet social.

Et généralement, toutes les opérations financières, commerciales, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

- La société SOPIC INVESTISSEMENT clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année ;
- La société SOPIC INVESTISSEMENT exerce son activité au siège social exclusivement ;

b. La Société Bénéficiaire : SOPIC

- La société SOPIC est une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES ;
- La société SOPIC est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Tarbes sous le numéro 328 768 544 ;



- Son capital social s'élève à la somme de 470.400 euros, divisé en 29 400 actions d'une seule catégorie de 16 euros chacune, entièrement libérées ;
- La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- La société SOPIC n'a émis aucune action de préférence, aucune obligation, aucune obligation convertible en actions, échangeable contre des actions ou donnant droit à souscription à des actions. D'une manière générale, la société SOPIC n'a pas émis de titres financiers donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute manière à l'attribution, à tout moment, ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société.
- La société SOPIC n'est pas cotée en bourse et n'offre pas au public ses titres financiers.
- Il n'existe pas d'avantages particuliers stipulés dans les statuts.
- La société SOPIC a pour objet, directement et indirectement, en France et à l'étranger :
 - d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis
 - l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, de lotissements, de logements collectifs, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux commerciaux, ou ayant toute autre destination, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions à usage d'habitation, d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, soit d'aménagement de terrains constructibles, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
 - la prise de participation dans toutes les opérations immobilières
 - la gérance de toutes sociétés civiles immobilières, sociétés en nom collectif ou sociétés à responsabilité limitée ayant pour objet la réalisation ou la gestion d'une opération immobilière.
 - et accessoirement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.
- La société SOPIC clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année.
- La société SOPIC exerce son activité au siège social exclusivement.

B. LIENS ENTRE LES SOCIETES

i. Liens en capital

La Société Apporteuse détient 59,52% de la Société Bénéficiaire.

ii. Dirigeants communs

Les Sociétés ont des dirigeants communs :

Monsieur Didier Escande est :

- Président – Directeur Général de SOPIC INVESTISSEMENT et administrateur
- Directeur Général de SOPIC

Monsieur Michel Cousin est :

- Directeur Général Délégué & Administrateur de SOPIC INVESTISSEMENT.
- Président de SOPIC.



C. MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT PARTIEL D'ACTIF ENVISAGE

Le but de l'apport partiel d'actif envisagé est pour la Société Apporteuse de regrouper sous la société SOPIC toutes les activités opérationnelles et en particulier celles de SOPIC NORD.

D. COMPTES SERVANT DE BASE A L'APPORT PARTIEL D'ACTIF

4.1. Comptes utilisés

Les termes et conditions du projet d'apport partiel d'actif ont été établis sur la base des comptes sociaux du dernier exercice clos au 31 décembre 2015 de SOPIC NORD et SOPIC.

Les comptes sociaux du dernier exercice clos au 31 décembre 2015 des sociétés SOPIC NORD et SOPIC qui figurent en Annexe, aux présentes, ont été respectivement arrêtés par décisions de la Gérance, ainsi que du Président, puis certifiés par les commissaires aux comptes conformément à la loi et approuvés par décisions des associés en date du 13 juin 2016 pour SOPIC NORD et du 17 juin 2016 pour SOPIC, préalablement à l'apport partiel d'actif, objet du présent traité.

4.2. Comptabilisation des éléments transférés

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 et s'agissant d'une opération intervenant entre sociétés sous contrôle commun, la valeur qui a été retenue par les Parties pour la comptabilisation dans les comptes de la société SOPIC des titres de participation transférés par la Société Apporteuse est la valeur nette comptable au 31 décembre 2015 de ces éléments.

4.3. Date d'effet de l'apport

L'apport prendra effet à compter de la date de réalisation de l'apport à la société SOPIC (ci-après la « **Date d'Effet** »).

E. METHODES D'EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES

Les Parties ont procédé aux évaluations de l'apport et de sa rémunération dans les conditions et suivant les méthodes d'évaluation exposées ci-après.

CECI EXPOSE, LES SOUSSIGNEES, ES QUALITES, ARRESENT, AINSI QU'IL SUIT, LE PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIF FAISANT L'OBJET DES PRESENTES :



1 APPORT DE TITRES PAR LA SOCIETE SOPIC INVESTISSEMENT A LA SOCIETE SOPIC FINANCES

1.1 Apports

La société SOPIC INVESTISSEMENT, transfère, sous les conditions ordinaires et de droit et sous les conditions exprimées aux présentes, notamment celles prévues à l'article 6, à la société SOPIC, ce qui est accepté au nom et pour le compte de cette dernière par le représentant dûment habilité aux fins des présentes, sous les mêmes conditions, la toute propriété des biens et droits ci-après désignés, constituant tout ou partie de leurs participations dans la société :

SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION REGION NORD

PAR ABREVIATION SOPIC NORD

Société à responsabilité limitée, au capital de 150.000 euros, dont le siège social est sis
494 avenue du Général de Gaulle 59910 Bondues, immatriculée au RCS de Lille
Metropole sous le n°381 509 819.

1.2 Désignation et évaluation de l'actif apporté

Apport de trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD par SOPIC INVESTISSEMENT.

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-après, SOPIC INVESTISSEMENT apporte, sous les garanties ordinaire de fait et de droit, à la société SOPIC, qui accepte, la pleine et entière propriété de trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD, soit 30,9% des titres qui composent son capital social.

L'apport des parts sociales SOPIC NORD porte sur ces seuls titres à l'exclusion de tout autre élément d'actif de SOPIC INVESTISSEMENT. Les parts sociales sont apportées intégralement libérées et libres de tout passif et de droit de tiers.

En contrepartie de cet apport, SOPIC INVESTISSEMENT recevra des actions de la Société Bénéficiaire.

1.3 Caractéristique de la société SOPIC NORD dont les titres sont apportés

- La société SOPIC NORD est une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé 494 avenue du Général de Gaulle 59910 Bondues ;
- La société SOPIC NORD est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Metropole sous le n°381 509 819 ;
- Son capital social s'élève à la somme de 150.000 euros, divisé en 1.000 parts sociales de 150 euros chacune, entièrement libérées ;
- La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- La société SOPIC NORD a pour objet :



- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, soit de lotissements, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions individuelles ou collectives, ou les deux à la fois, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières
- la gérance de toutes sociétés constituées pour ces opérations
- et accessoirement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

La société SOPIC NORD clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année.



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.

2 REMUNERATION DE L'APPORT

2.1 Actif net apporté

Conformément aux règles de comptabilisation adoptées par les Parties, le montant total des titres de participations transmis par la Société Apporteuse à la Société Bénéficiaire, évalués à leur valeur nette comptable est de **141.319,77 euros**.

TOTAL DES TITRES APPORTES PAR LA SOCIETE SOPIC INVESTISSEMENT A LA SOCIETE SOPIC EVALUE A LA VALEUR NETTE COMPTABLE : 141.319,77 euros

ci-après, les « *Titres Apportés* ».

La valeur réelle globale des Titres Apportés, valeur permettant la rémunération de l'apport, est quant à elle égale à 7.709.550 euros.

2.2 Valeur d'une part sociale de la société SOPIC

La société SOPIC étant valorisée 30.950.000 euros, la valeur unitaire réelle des actions de la société SOPIC est égale à 1.053 euros (30.950.000 / 29 400 actions).

2.3 Montant du capital social et création des actions

En conséquence, les apports nets qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à la société SOPIC INVESTISSEMENT de 7 323 actions nouvelles de valeur nominale de seize (16) euros, entièrement libérées de la société SOPIC.

Il en résulte une augmentation de capital de 117.168 euros, portant le capital social de la société SOPIC de 470.400 euros à 587.568 euros. Une prime d'émission sera comptabilisée à hauteur de 24.151,77 euros.

3 PROPRIETE ET ENTREE EN JOUISSANCE

3.1 Transfert de propriété – Entrée en jouissance

Les apports prendront effet à la Date d'Effet.

La Société Bénéficiaire aura donc la propriété et la jouissance des Titres Apportés dès son immatriculation.

3.2 Rétroactivité

Aucune rétroactivité n'est conférée à l'opération.

4 CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

Le présent apport est consenti et accepté sous réserve pour les Parties d'exécuter les charges suivantes :



4.1 En ce qui concerne la Société Bénéficiaire

- 4.1.1 Elle prendra les biens dans l'état où ils se trouveront au jour fixé pour l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Apporteuse pour quelque cause que ce soit.
- 4.1.2 Jusqu'à la réalisation définitive des Apports, la Société Apporteuse s'interdit de modifier en quoi que ce soit la consistance des apports, notamment (i) en décidant ou en procédant, directement ou indirectement, à une distribution de dividendes primes ou réserves de la société SOPIC NORD, ou en aliénant, en constituant un quelconque droit des tiers portant sur les Titres Apportés, ou généralement en en disposant. Elles s'interdisent également, jusqu'à cette date, de participer, par l'exercice de ses droits d'associé ou autrement, à tout projet d'émission de titres ou attribution quelconques sur des titres à émettre.
- 4.1.3 La Société Bénéficiaire sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux Titres Apportés.
- 4.1.4 La Société Apporteuse s'oblige à fournir à la Société Bénéficiaire tous renseignements dont celle-ci pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et lui apporter tous concours utiles pour rendre opposable vis-à-vis de quiconque la transmission des Titres Apportés et l'entier effet du Traite.
- 4.1.5 La Société Apporteuse s'oblige également, à première réquisition de la Société Bénéficiaire, à faire établir tous actes réitératifs ou confirmatifs du présent Apport et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

5 DECLARATIONS

5.1 Déclarations générales

La Société Apporteuse déclare :

- Qu'elles a la capacité et a obtenu toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le Traité ;
- Que le Traité constitue une obligation valable de la Société Apporteuse et ne contrevient à aucune disposition légale, réglementaire ou statutaire qui lui est applicable, ni à aucun contrat ou accord quel qu'il soit auquel elle est partie ;
- Que les actifs apportés ne sont grevés d'aucune inscription de privilège ou de nantissement étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la Société Apporteuse, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Que la Société Apporteuse n'est pas en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de règlement judiciaire ni de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Que la Société Apporteuse n'est pas actuellement ou susceptible de d'être ultérieurement, l'objet de poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de leur activité ;
- Que la société SOPIC NORD dont les titres sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaire



et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ou toute autre procédure similaire.

La Société Bénéficiaire, déclare :

- que la Société Bénéficiaire est une société par actions simplifiée régulièrement constituée;
- que la Société Bénéficiaire n'a jamais été et n'est pas actuellement en état de redressement ou liquidation judiciaire ;
- que le Traité constitue une obligation valable de celle-ci et en contrevient à aucune disposition légale, réglementaire ou statutaire qui lui est applicable, ni à aucun contrat ou accord quel qu'il soit auquel elle est partie.

6 CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport partiel d'actif, objet du présent projet ne sera réalisé qu'à compter du jour où les conditions suspensives suivantes auront été satisfaites :

- approbation par décisions des associés de SOPIC INVESTISSEMENT de la présente opération d'apport partiel d'actif portant sur les Titres Apportés qui sera consenti à la société SOPIC ;
- approbation par décisions des associés de SOPIC de la présente opération d'apport partiel d'actif portant sur les Titres Apportés qui sera consenti par la société SOPIC INVESTISSEMENT;

Si les conditions visées ci-dessus n'étaient pas réalisées d'ici le 31 décembre 2016, les Parties se concerteront pour, le cas échéant, proroger le présent accord.

7 REGIME FISCAL

Les Parties ont décidé de placer le présent apport sous le régime fiscal de faveur défini à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

7.1 Dispositions générales

Les Parties s'engagent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive du présent apport.

7.2 Dispositions spécifiques

7.2.1 Droits d'enregistrement

Conformément aux dispositions des articles 816 et 817 du Code Général des Impôts, les apports effectués à titre pur et simple, et correspondant aux apports rémunérés par des titres émis par la Société Bénéficiaire, seront soumis au droit fixe.

7.2.2 Impôt sur les Sociétés

Les soussignés, ès-qualités, entendent placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B du Code Général des Impôts, la présente opération d'apport sous le régime spécial défini à l'article 210 A dudit Code.



En conséquence, la Société Apporteuse s'engage :

- à conserver pendant trois ans les titres remis par la Société Bénéficiaire en contrepartie du présent apport ;
- à calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

La Société Apporteuse joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 *septies* du Code Général des Impôts.

En conséquence, la Société Bénéficiaire s'engage :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Apporteuse ;
- à se substituer à la Société Apporteuse pour la réintégration des plus-values dont l'imposition a été différée chez cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Apporteuse (article 210 A-3.c. du Code Général des Impôts) ;
- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 *septies* II du Code Général des Impôts ;
- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3.d. du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées lors de l'apport des biens amortissables ; toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du Code Général des Impôts) ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Apporteuse ;
- à reprendre à son compte les engagements souscrits, le cas échéant, par la Société Apporteuse, dans le cadre de précédentes opérations de fusion ou d'apports effectués par cette société ou faites à son profit et placées sous le régime fiscal de faveur.

La Société Bénéficiaire joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 *septies* du Code Général des Impôts.



8 DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Formalités

Tous pouvoirs sont conférés aux représentants légaux des Parties, avec faculté de substitution à l'effet de, dans les délais légaux, procéder à toutes formalités de publicité, dépôts légaux relatifs aux apports, des formalités nécessaires auprès des administrations.

Elles rempliront d'une manière générale, toutes formalités nécessaire, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des Titres Apportés.

8.2 Frais et droits

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la Société Apporteuse qui s'y oblige.

8.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font élection de domicile à leur siège social respectif.

8.4 Pouvoirs pour les formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications où besoin sera, et notamment en vue du dépôt au greffe du tribunal de commerce.

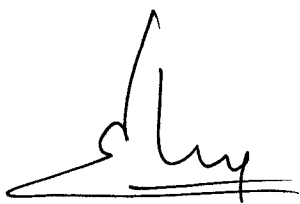
8.5 Loi applicable

Le présent traité est soumis à la loi française.

8.6 Annexes

L'exposé préliminaire et chacune des annexes ci-jointes font partie du présent projet d'apport partiel d'actif.

Fait à
Le
En 5 exemplaires originaux

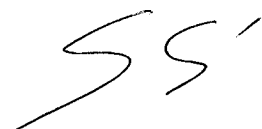


SOPIC



SOPIC INVESTISSEMENT

SOPIC NORD



AC

ADOUR CONSULTING

EXPERTISE COMPTABLE - CONSEILS - GESTION
AUDIT - GRH - COMMISSARIAT AUX COMPTES

PHILIPPE CARON EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR
DES APPORTS EFFECTUÉS À LA SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION
D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION PAR LA SOCIÉTÉ
SOPIC INVESTISSEMENT.**

ORTHEZ (64300)
3, RUE LÉON BÉRARD
TÉL. 05 59 69 86 50

MONT-DE-MARSAN (40000)
825, RUE DE LA FERME DU CONTE
TÉL. 05 58 06 53 53

MIMIZAN (40200)
43, AV. MAURICE MARTIN
TÉL. 05 58 08 20 20

ROQUEFORT (40120)
31, PLACE DU PIJORIN
TÉL. 05 58 45 62 00

CASABLANCA (Maroc)
15, BD ZERKTOUNI
TÉL. 00212 522 26 27 32

SARL au capital de 305 000 € - Siège social : 43, av. Maurice Martin - BP 3 - 40200 Mimizan - 798 290 052 RCS Mont-de-Marsan
Inscrite au tableau de l'Ordre de la région Aquitaine - N° TVA : FR17798290052



PREMIER RAPPORT : RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision prise à l'unanimité des actionnaires en date à Tarbes du 28 novembre 2016 concernant l'augmentation de capital de la société SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION (SOPIC) par apport d'actifs, j'ai établi le présent rapport, prévu par l'article L. 225-147 du code de commerce.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée. Par ailleurs, je rends compte dans un rapport distinct de mon avis sur la rémunération de cet apport.

À cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport, et d'autre part, à apprécier, le cas échéant, les avantages particuliers stipulés.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

L'exécution de ma mission comporte :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 – Présentation de l'opération :

La société SOPIC INVESTISSEMENT apporte, en pleine propriété, à la Société SOPIC sous les conditions ordinaires et de droit, trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD. L'apport réalisé est évalué à la valeur nette comptable de CENT QUARANTE ET UN MILLE TROIS CENT DIX NEUF EUROS et SOIXANTE DIX SEPT CENTIMES (141.319,77 euros). La valeur réelle de l'apport effectué est estimée à 7.709.550 €.

Cet apport donnera lieu à la création par la Société SOPIC de SEPT MILLE TROIS CENT VINGT TROIS (7.323) actions nouvelles de SEIZE euros (16 €) de valeur nominale, chacune attribuées à l'apporteur en pleine propriété. Il en résulte une augmentation de capital de 117.168 euros, portant le capital de la société SOPIC de 470.400 euros à 587.568 euros. Une prime d'émission sera constatée à hauteur de 24.151,77 €.

Le but de l'apport est, pour la société SOPIC INVESTISSEMENT, de regrouper sous la société SOPIC, bénéficiaire de l'apport, toutes les activités opérationnelles et en particulier celles de SOPIC NORD.

1.2 – Présentation des sociétés en présence :

1.2.1 - Description de la société Apporteuse : SOPIC INVESTISSEMENT

Désignation : SOPIC INVESTISSEMENT

Forme : Société Anonyme

Capital : 500.000 euros, divisé en 50 000 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, entièrement libérées.

Siège social : Son siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES.

Objet social : La société SOPIC INVESTISSEMENT a pour objet, la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères de quelques forme et de quelque objet que ce soit, l'investissement dans tous biens meubles ou immeubles, les prestations de services et de management pour les sociétés dans lesquelles elle détient une participation, la participation directe ou individuelle de la société dans toutes les opérations commerciales pouvant se rattacher à l'objet social.

Et généralement, toutes les opérations financières, commerciales, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Durée : La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

1.2.2 - Description de la société Bénéficiaire de l'apport : SOPIC

Désignation : SOPIC

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 470.400 euros, divisé en 29 400 actions d'une seule catégorie de 16 euros chacune, entièrement libérées.

Siège social : le siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES.

Objet social : La société SOPIC a pour objet, directement et indirectement, en France et à l'étranger :

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis.
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, de lotissements, de logements collectifs, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux commerciaux, ou ayant toute autre destination, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions à usage d'habitation, d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, soit d'aménagement de terrains constructibles, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières
- la gérance de toutes sociétés civiles immobilières, sociétés en nom collectif ou sociétés à responsabilité limitée ayant pour objet la réalisation ou la gestion d'une opération immobilière.
- et accessoirement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

Durée : La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

1.2.3 - Description de la société SOPIC NORD dont les parts sociales sont apportées :

Désignation : SOPIC NORD

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Capital : 150.000 € divisé en 1.000 parts sociales, entièrement souscrites et entièrement libérées, de 150 € chacune de valeur nominale

Siège social : 494 avenue du Général de Gaulle – 59910 Bondues

Objet social : La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis.
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, soit de lotissements, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions individuelles ou collectives, ou les deux à la fois, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières.
- la gérance de toutes sociétés constituées pour ces opérations.
- et accessoirement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

Durée : La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit le 10 avril 1991 pour se terminer le 11 avril 2090.

Agrément et transmission des parts sociales : L'article 11 des statuts prévoit que toutes les transmissions de parts sociales entre associés, à titre onéreux ou gratuit, sont libres et non soumises à l'agrément préalable des associés pris à la majorité des trois quarts du capital social. La société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport sont toutes deux associées de la société SOPIC NORD. La présente opération ne nécessite donc pas la mise en œuvre de la procédure d'agrément.

1.3 – Description de l'opération :

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport. Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1 – Caractéristiques essentielles de l'apport (Date d'effet, Régimes juridique et fiscal, Comptes servant de base à l'opération) :

L'apport prendra effet à compter de la date de réalisation de l'apport à la société SOPIC. La Société Bénéficiaire aura donc la propriété et la jouissance des titres apportés dès la réalisation de l'opération. Aucune rétroactivité n'est conférée à l'opération.

En matière fiscale, les Parties ont décidé de placer le présent apport sous le régime fiscal de faveur défini à l'article 210 A du Code Général des Impôts :

- Droits d'enregistrement : Conformément aux dispositions des articles 816 et 817 du Code Général des Impôts, les apports effectués à titre pur et simple, et correspondant aux apports rémunérés par des titres émis par la Société Bénéficiaire, seront soumis au droit fixe.
- Impôt sur les Sociétés : Les sociétés entendent placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B du Code Général des Impôts, la présente opération d'apport sous le régime spécial défini à l'article 210 A dudit Code.

Les comptes annuels servant de base à l'apport sont les derniers comptes annuels de chacune des sociétés, soit ceux arrêtés au 31 décembre 2015.

Les comptes sociaux du dernier exercice clos au 31 décembre 2015 des sociétés SOPIC NORD et SOPIC ont été respectivement arrêtés par décisions de la Gérance, ainsi que du Président, puis certifiés par les commissaires aux comptes conformément à la loi et approuvés par décisions des associés en date du 13 juin 2016 pour SOPIC NORD et du 17 juin 2016 pour SOPIC.

1.3.2 – Conditions suspensives

Selon le projet de traité d'apport, l'apport ne sera réalisé qu'à compter du jour où les conditions suspensives suivantes auront été satisfaites :

- approbation par décisions des associés de SOPIC INVESTISSEMENT de la présente opération d'apport portant sur les titres apportés qui sera consentie à la société SOPIC,
- approbation par décisions des associés de SOPIC de la présente opération d'apport portant sur les titres apportés qui sera consentie par la société SOPIC INVESTISSEMENT.

1.3.3 – Rémunération de l'apport

La société SOPIC est valorisée 30.950.000 euros. Ainsi la valeur unitaire réelle des actions de la société SOPIC est égale à 1.053 euros (30.950.000 / 29 400 actions).

La valeur réelle globale des parts sociales de la société SOPIC NORD, valeur permettant la rémunération de l'apport, est quant à elle égale à 7.709.550 euros

En conséquence, les apports nets qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à la société SOPIC INVESTISSEMENT de 7 323 actions nouvelles de valeur nominale de seize (16) euros, entièrement libérées de la société SOPIC.

Il en résulte une augmentation de capital de 117.168 euros, portant le capital social de la société SOPIC de 470.400 euros à 587.568 euros. Une prime d'émission sera comptabilisée à hauteur de 24.151,77 euros.

1.3.4 – Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4 – Présentation de l'apport :

1.4.1 – Méthode d'évaluation retenue

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 et s'agissant d'une opération intervenant entre sociétés sous contrôle commun, la valeur qui a été retenue par les sociétés pour la comptabilisation dans les comptes de la société SOPIC des titres de participation transférés par la société SOPIC INVESTISSEMENT est la valeur nette comptable au 31 décembre 2015 de ces éléments.

1.4.2 – Description des apports :

La société SOPIC INVESTISSEMENT apporte, en pleine propriété, à la Société SOPIC sous les conditions ordinaires et de droit, trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD. Les parts sociales apportées sont évaluées à leur valeur nette comptable dans les comptes de la société SOPIC INVESTISSEMENT au 31 décembre 2015, soit 141.319,77 euros. La valeur réelle de ces titres de participation est de 7.709.550 euros.

2. DILIGENCES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 – Diligences et Appréciation de la valeur de l'apport :

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ma mission a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société SOPIC sur la valeur des apports devant être effectués par la société SOPIC INVESTISSEMENT.

J'ai notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport,
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant,
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale,
- vérifié que les états financiers de la société SOPIC NORD ont été certifiés sans réserve au 31 décembre 2015, date de clôture du dernier exercice social,
- pris connaissance de l'activité de la société SOPIC NORD au regard de l'évolution des principaux postes comptables au 31 octobre 2016, ainsi que l'anticipation de ces soldes au 31 décembre 2016.
- obtenu et revu la cohérence des données prévisionnelles à moyen terme et plus spécifiquement le dénouement des programmes en cours dont la réalisation est certaine (VEFA livrées ou ventes actées) ainsi que les quotes-parts de marges estimées relatives à ces opérations.
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties, et mesuré le respect de la permanence des méthodes de valorisation en cas de cession ou d'apport, au sein des sociétés liées.
- étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique par comparaison avec des sociétés exerçant une activité comparable.

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants de la société SOPIC NORD me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions à moyen terme qui m'ont été communiquées.

2.2 – Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable :

S'agissant d'une opération intervenant entre sociétés sous contrôle commun, la valeur qui a été retenue par les sociétés pour la comptabilisation dans les comptes de la société SOPIC des titres de participation transférés par la société SOPIC INVESTISSEMENT est la valeur nette comptable.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.3 – Réalité de l'apport

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré de la pleine propriété par la société SOPIC INVESTISSEMENT des parts sociales de la société SOPIC NORD objet du présent apport.

2.4 – Appréciation de la valeur de l'apport

L'apport est valorisé en valeur comptable. La parité d'échange retenue dans la détermination de la rémunération de l'apport des parts de SOPIC NORD par la société SOPIC à la société SOPIC INVESTISSEMENT, se base quant à elle, sur l'évaluation réelle des sociétés.

La méthode d'évaluation retenue est la même pour chacune des sociétés et est d'une pratique constante dans les sociétés dont SOPIC constitue la holding animatrice. Cette méthode est la pondération de trois approches en matière d'évaluation : la Valeur Mathématique (VM), La Valeur de Rendement (VR) et la Valeur de Productivité.

La valeur retenue est la valeur pondérée de ces trois approches selon la formule suivante :

$$\text{Valeur} = [\text{VM} + (1/2 \times (\text{VR} + \text{VP}))] / 2$$

Pour apprécier la pertinence de cette approche, j'ai mis en œuvre une évaluation multicritères, ainsi qu'une comparaison avec des transactions comparables.

Les évaluations ressortant des approches intrinsèques multicritères et de l'approche analogique, confortent la valeur retenue dans la détermination de la parité d'échange pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

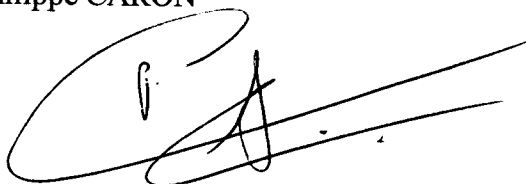
3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 141.319,77 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature majoré de la prime d'émission.

Mimizan, le 5 décembre 2016

Le commissaire aux apports

Philippe CARON



DEUXIEME RAPPORT : RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA REMUNERATION DE L'APPORT

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision prise à l'unanimité des actionnaires en date à Tarbes du 28 novembre 2016 concernant l'augmentation de capital de la société SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION (SOPIC) par apport d'actifs, j'ai établi le présent rapport, prévu par l'article L. 225-147 du code de commerce.

Il m'appartient d'exprimer mon opinion relative à la rémunération des apports. Mon appréciation sur la valeur des apports fait l'objet d'un rapport distinct (cf. premier rapport).

La rémunération des apports a été arrêtée dans le projet de traité d'apport signé par les représentants des sociétés concernées. Il m'appartient d'exprimer un avis sur le caractère équitable de la rémunération. À cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à vérifier que les valeurs relatives attribuées à l'apport et aux actions de la société bénéficiaire sont pertinentes et, d'autre part, à analyser le caractère équitable de la rémunération proposée par rapport aux valeurs relatives jugées pertinentes. Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Je prie de trouver, ci-après, mes constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération
2. Vérification de la pertinence des valeurs relatives attribuées à l'apport et aux actions de la société bénéficiaire
3. Appréciation du caractère équitable de la rémunération proposée
4. Conclusion

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 – Présentation de l'opération :

La société SOPIC INVESTISSEMENT apporte, en pleine propriété, à la Société SOPIC sous les conditions ordinaires et de droit, trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD. L'apport réalisé est évalué à la valeur nette comptable de CENT QUARANTE ET UN MILLE TROIS CENT DIX NEUF EUROS et SOIXANTE DIX SEPT CENTIMES (141.319,77 euros). La valeur réelle de l'apport effectué est estimée à 7.709.550 €.

Cet apport donnera lieu à la création par la Société SOPIC de SEPT MILLE TROIS CENT VINGT TROIS (7.323) actions nouvelles de SEIZE euros (16 €) de valeur nominale, chacune attribuée à l'apporteur en pleine propriété. Il en résulte une augmentation de capital de 117.168 euros, portant le capital de la société SOPIC de 470.400 euros à 587.568 euros. Une prime d'émission sera constatée à hauteur de 24.151,77 €.

Le but de l'apport est, pour la société SOPIC INVESTISSEMENT, de regrouper sous la société SOPIC, bénéficiaire de l'apport, toutes les activités opérationnelles et en particulier celles de SOPIC NORD.

1.2 – Présentation des sociétés en présence :

1.2.1 - Description de la société Apporteuse : SOPIC INVESTISSEMENT

Désignation : SOPIC INVESTISSEMENT

Forme : Société Anonyme

Capital : 500.000 euros, divisé en 50 000 actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, entièrement libérées.

Siège social : Son siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES.

Objet social : La société SOPIC INVESTISSEMENT a pour objet, la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères de quelque forme et de quelque objet que ce soit, l'investissement dans tous biens meubles ou immeubles, les prestations de services et de management pour les sociétés dans lesquelles elle détient une participation, la participation directe ou individuelle de la société dans toutes les opérations commerciales pouvant se rattacher à l'objet social.

Et généralement, toutes les opérations financières, commerciales, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Durée : La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

1.2.2 - Description de la société Bénéficiaire de l'apport : SOPIC

Désignation : SOPIC

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 470.400 euros, divisé en 29 400 actions d'une seule catégorie de 16 euros chacune, entièrement libérées.

Siège social : le siège social est situé 5 cours Gambetta 65000 TARBES.

Objet social : La société SOPIC a pour objet, directement et indirectement, en France et à l'étranger :

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis.
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, de lotissements, de logements collectifs, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux commerciaux, ou ayant toute autre destination, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions à usage d'habitation, d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, soit d'aménagement de terrains constructibles, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières
- la gérance de toutes sociétés civiles immobilières, sociétés en nom collectif ou sociétés à responsabilité limitée ayant pour objet la réalisation ou la gestion d'une opération immobilière.
- et accessoirement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

Durée : La durée de la société a été fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

1.2.3 - Description de la société SOPIC NORD dont les parts sociales sont apportées :

Désignation : SOPIC NORD

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Capital : 150.000 € divisé en 1.000 parts sociales, entièrement souscrites et entièrement libérées, de 150 € chacune de valeur nominale

Siège social : 494 avenue du Général de Gaulle – 59910 Bondues

Objet social : La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis.
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, soit de lotissements, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions individuelles ou collectives, ou les deux à la fois, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières.
- la gérance de toutes sociétés constituées pour ces opérations.
- et accessoirement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

Durée : La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit le 10 avril 1991 pour se terminer le 11 avril 2090.

Agrément et transmission des parts sociales : L'article 11 des statuts prévoit que toutes les transmissions de parts sociales entre associés, à titre onéreux ou gratuit, sont libres et non soumises à l'agrément préalable des associés pris à la majorité des trois quarts du capital social. La société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport sont toutes deux associées de la société SOPIC NORD. La présente opération ne nécessite donc pas la mise en œuvre de la procédure d'agrément.

1.3 – Description de l'opération :

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport. Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1 – Caractéristiques essentielles de l'apport (Date d'effet, Régimes juridique et fiscal, Comptes servant de base à l'opération) :

L'apport prendra effet à compter de la date de réalisation de l'apport à la société SOPIC. La Société Bénéficiaire aura donc la propriété et la jouissance des titres apportés dès la réalisation de l'opération. Aucune rétroactivité n'est conférée à l'opération.

En matière fiscale, les Parties ont décidé de placer le présent apport sous le régime fiscal de faveur défini à l'article 210 A du Code Général des Impôts :

- Droits d'enregistrement : Conformément aux dispositions des articles 816 et 817 du Code Général des Impôts, les apports effectués à titre pur et simple, et correspondant aux apports rémunérés par des titres émis par la Société Bénéficiaire, seront soumis au droit fixe.
- Impôt sur les Sociétés : Les sociétés entendent placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B du Code Général des Impôts, la présente opération d'apport sous le régime spécial défini à l'article 210 A dudit Code.

Les comptes annuels servant de base à l'apport sont les derniers comptes annuels de chacune des sociétés, soit ceux arrêtés au 31 décembre 2015.

Les comptes sociaux du dernier exercice clos au 31 décembre 2015 des sociétés SOPIC NORD et SOPIC ont été respectivement arrêtés par décisions de la Gérance, ainsi que du Président, puis certifiés par les commissaires aux comptes conformément à la loi et approuvés par décisions des associés en date du 13 juin 2016 pour SOPIC NORD et du 17 juin 2016 pour SOPIC.

1.3.2 – Conditions suspensives

Selon le projet de traité d'apport, l'apport ne sera réalisé qu'à compter du jour où les conditions suspensives suivantes auront été satisfaites :

- approbation par décisions des associés de SOPIC INVESTISSEMENT de la présente opération d'apport portant sur les titres apportés qui sera consenti à la société SOPIC,
- approbation par décisions des associés de SOPIC de la présente opération d'apport portant sur les titres apportés qui sera consenti par la société SOPIC INVESTISSEMENT.

1.3.3 – Rémunération de l'apport

La société SOPIC est valorisée 30.950.000 euros. Ainsi la valeur unitaire réelle des actions de la société SOPIC est égale à 1.053 euros (30.950.000 / 29 400 actions).

La valeur réelle globale des parts sociales de la société SOPIC NORD, valeur permettant la rémunération de l'apport, est quant à elle égale à 7.709.550 euros

En conséquence, les apports nets qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à la société SOPIC INVESTISSEMENT de 7 323 actions nouvelles de valeur nominale de seize (16) euros, entièrement libérées de la société SOPIC.

Il en résulte une augmentation de capital de 117.168 euros, portant le capital social de la société SOPIC de 470.400 euros à 587.568 euros. Une prime d'émission sera comptabilisée à hauteur de 24.151,77 euros.

1.3.4 – Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4 – Présentation de l'apport :

1.4.1 – Méthode d'évaluation retenue

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 et s'agissant d'une opération intervenant entre sociétés sous contrôle commun, la valeur qui a été retenue par les sociétés pour la comptabilisation dans les comptes de la société SOPIC des titres de participation transférés par la société SOPIC INVESTISSEMENT est la valeur nette comptable au 31 décembre 2015 de ces éléments.

1.4.2 – Description des apports :

La société SOPIC INVESTISSEMENT apporte, en pleine propriété, à la Société SOPIC sous les conditions ordinaires et de droit, trois cent neuf (309) parts sociales de la société SOPIC NORD. Les parts sociales apportées sont évaluées à leur valeur nette comptable dans les comptes de la société SOPIC INVESTISSEMENT au 31 décembre 2015, soit 141.319,77 euros. La valeur réelle de ces titres de participation est de 7.709.550 euros.

2. VERIFICATION DE LA PERTINENCE DES VALEURS RELATIVES ATTRIBUEES A L'APPORT ET AUX ACTIONS DES SOCIETES PARTICIPANT A L'OPERATION

2.1 – Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports :

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ma mission a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société SOPIC sur la valeur des apports devant être effectués par la société SOPIC INVESTISSEMENT.

J'ai notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport,
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant,
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale,
- vérifié que les états financiers de la société SOPIC NORD ont été certifiés sans réserve au 31 décembre 2015, date de clôture du dernier exercice social,
- pris connaissance de l'activité de la société SOPIC NORD au regard de l'évolution des principaux postes comptables au 31 octobre 2016, ainsi que l'anticipation de ces soldes au 31 décembre 2016.
- obtenu et revu la cohérence des données prévisionnelles à moyen terme et plus spécifiquement le dénouement des programmes en cours dont la réalisation est certaine (VEFA livrées ou ventes actées) ainsi que les quotes-parts de marges estimées relatives à ces opérations.
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties, et mesuré le respect de la permanence des méthodes de valorisation en cas de cession ou d'apport, au sein des sociétés liées.
- étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique par comparaison avec des sociétés exerçant une activité comparable.

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants de la société SOPIC NORD me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions à moyen terme qui m'ont été communiquées.

2.2 – Méthode d'évaluation et valeurs relatives attribuées à l'apport et aux actions de la société SOPIC

L'apport est valorisé en valeur comptable. La parité d'échange retenue dans la détermination de la rémunération de l'apport des parts de SOPIC NORD par la société SOPIC à la société SOPIC INVESTISSEMENT, se base quant à elle, sur l'évaluation réelle des sociétés.

La méthode d'évaluation retenue est la même pour chacune des sociétés et est d'une pratique constante dans les sociétés dont SOPIC constitue la holding animatrice. Cette méthode est la pondération de trois approches en matière d'évaluation : la Valeur Mathématique (VM), La Valeur de Rendement (VR) et la Valeur de Productivité.

La valeur retenue est la valeur pondérée de ces trois approches selon la formule suivante :

$$\text{Valeur} = [\text{VM} + (1/2 \times (\text{VR} + \text{VP}))] / 2$$

Pour apprécier la pertinence de cette approche, j'ai mis en œuvre une évaluation multicritère, ainsi qu'une comparaison avec des transactions comparables.

Les évaluations ressortant des approches intrinsèques multicritères et de l'approche analogique, confortent la valeur retenue dans la détermination de la parité d'échange pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

3. APPRECIATION DU CARACTERE EQUITABLE DU RAPPORT D'ECHANGE

3.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission pour apprécier le caractère équitable du rapport d'échange proposé. En particulier, nous nous sommes appuyés sur les travaux précédemment décrits que nous avons mis en œuvre à l'effet de vérifier la pertinence des valeurs relatives attribuées à chacune des sociétés participant à l'opération. Nous avons apprécié le caractère équitable du rapport d'échange proposé par référence aux valeurs relatives ainsi déterminées.

3.2. Appréciation et positionnement du caractère équitable du rapport d'échange

Afin d'apprécier la sensibilité de la parité, nous avons analysé la sensibilité de la parité à une large fourchette de valeurs attribuées aux parts sociales de SOPIC NORD dont SOPIC et SOPIC INVESTISSEMENT sont déjà associées. Ces différentes approches conduisent systématiquement à une parité égale ou très proche de celle retenue par les parties quelles que soient les analyses de sensibilité menées ce qui s'explique par l'existence de participation préalables à l'opération déjà détenues par SOPIC et SOPIC INVESTISSEMENT au capital de la société SOPIC NORD. Aussi, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause les valeurs retenues dans le projet de traité d'apport, qui ont été déterminées selon des critères de valorisation homogènes.

4. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que le rapport d'échange de 309 parts sociales de la société SOPIC NORD apportées par la société SOPIC INVESTISSEMENT en contrepartie de l'émission de 7 323 actions nouvelles de la société SOPIC arrêté par les parties présente un caractère équitable.

Mimizan, le 5 décembre 2016

Le commissaire aux apports

Philippe CARON



SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION

S.O.P.I.C.

Société par Actions Simplifiée
au capital de 587 568 €

Siège social : 5, cours Gambetta 65000 Tarbes
328 768 544 RCS TARBES

Copie certifiée
conforme à l'original



STATUTS

*Sous la forme de société par actions simplifiée
Modifiés le 20 décembre 2016*

**SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION
S.O.P.I.C.**

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 470 400 €
Siège social : 5, cours Gambetta 65000 Tarbes
328 768 544 RCS TARBES

TITRE I

FORME – DENOMINATION SOCIALE – OBJET – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIÉTÉ

La société a été constituée sous la forme de Société à responsabilité Limitée aux termes d'un acte en date du 13 octobre 1983, reçu par Maître Henri Chalvignac, Notaire à Lourdes (Hautes Pyrénées) enregistré à Lourdes le 20 octobre 1983, F° 40 N° 257 Bordereau No 257/4.

Elle a été transformée une première fois en Société Anonyme suivant décision de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 7 septembre 1989.

Elle a ensuite été transformée en Société par Actions Simplifiée (SAS), suivant décision de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 22 juin 2015.

La SAS est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts. La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder à l'offre de titres financiers, à condition que le montant par investisseur ou que la valeur nominale du titre dépasse les seuils fixés par le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles, de lotissements, de logements collectifs, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux commerciaux, ou ayant toute autre destination, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions à usage d'habitation, d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, soit d'aménagement de terrains constructibles, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location.
- la prise de participation dans toutes les opérations immobilières
- la gérance de toutes sociétés civiles immobilières, sociétés en nom collectif ou sociétés à responsabilité limitée ayant pour objet la réalisation ou la gestion d'une opération immobilière.

- et accessoirement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

3.1. La dénomination de la Société est :

**SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION
S.O.P.I.C.**

3.2. Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale abrégée, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

4.1. Le siège social de la société est fixé au : **5 cours Gambetta 65000 Tarbes**

4.2. Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine décision ordinaire des associés et partout ailleurs en vertu d'une décision de décision extraordinaire des associés, sous réserve des dispositions légales en vigueur. Le Comité de Direction a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il jugera utile.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 9 février 1984, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévue aux présents statuts.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

TITRE II

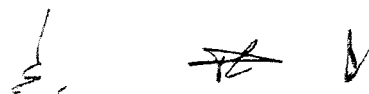
APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS – AVANTAGES PARTICULIERS

6.1. Apports

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport de la somme de 20.000 Francs en numéraire.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er juillet 1987, le capital social a été augmenté d'une somme de 100.000 Francs par voie de capitalisation de réserves et d'une somme de 90.000 Francs par apport en numéraire, pour être porté à 210.000 Francs.



Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 10 février 1988, le capital social a été augmenté d'une somme de 35.000. Francs en numéraire, par la création de 50 parts nouvelles de 700 Francs chacune, pour être porté à 245.000. Francs.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 7 septembre 1989, le capital social a été augmenté d'une somme de 105.000. Francs par voie de capitalisation de réserves, pour être porté à 350.000 Francs.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 28 novembre 1990, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.400.000 Francs par voie de capitalisation de réserves, pour être porté à 1.750.000 Francs.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 8 mars 1991, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.750.000 Francs par voie de capitalisation de réserves, pour être porté à 3 500 000 Francs

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 14 janvier 1992 et du Conseil d'administration du 4 mars 1992, le capital social a été augmenté d'une somme de 1 890 000 Francs par création de 189 actions nouvelles, pour être porté à 5.390.000.francs.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 1994, le capital social a été réduit d'une somme de 1.890.000. Francs par annulation de 189 actions rachetées pour être ramené à 3.500.000 Francs.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 4 juillet 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 173.358,50 Francs par capitalisation de réserves, et converti en euros pour être porté à 560.000 €.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 5 octobre 2004, la valeur nominale des actions été divisée par 100, le nombre d'actions de la société ayant été porté de 350 à 35.000 actions de 16 euros chacune.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 22 juin 2015, il a été procédé à l'annulation de 5 600 actions rachetées auprès d'actionnaires cédants et le capital social a été réduit de 89 600 €, pour être ramené à 470 400 € composé de 29 400 actions de 16 euros.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires en date du 20 décembre 2016, le capital social a été augmenté de 117 168 euros pour être porté à 587 568 euros par voie d'apport en nature.

6.1 Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 587 568 euros. Il est divisé en 36723 actions de 16 euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la Loi.

L'associé unique, ou la collectivité des associés statuant selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21, sur le rapport du Comité de Direction, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.

En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes ou catégories de personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Après avoir décidé d'augmenter le capital social, les associés ou l'associé unique peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, du capital social.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant en la forme extraordinaire qui peut déléguer au Comité de Direction tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la Loi.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Hors le cas de la constitution de la Société, les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Comité de Direction dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

L'associé unique ou les associés ont la faculté de procéder à des versements anticipés.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé.

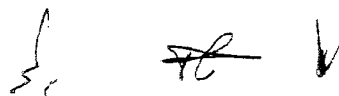
Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" aux choix de l'actionnaire.



ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

- 11.1. Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 11.2. Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.
- 11.3. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.
- 11.4. L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 11.5. Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
- 11.6. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou en cas d'échange, de regroupement ou d'attributions d'actions ou en cas d'opération sur le capital, les propriétaires d'actions isolées ou en nombres insuffisants ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
- 11.7. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés ou de l'associé unique.

ARTICLE 12 - TRANSFERT DES ACTIONS – OBLIGATION DE CESSIION - LOCATION DES ACTIONS

12.1. Propriété

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

Une attestation d'inscription en compte d'instruments financiers sera délivrée par la Société à tout associé en faisant la demande.

12.2. Cessions

Pour les besoins du présent article 12 :

« **Cession** » désigne toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert de la propriété, la copropriété, la nue-propriété ou l'usufruit de tout Titre détenu par un associé, de quelque manière que ce soit, et notamment, par (i) le fait de vendre, céder, donner, apporter au capital ou de toute autre manière, y compris par suite d'une fusion (notamment en cas d'absorption de la Société), d'une transmission universelle de patrimoine, d'un apport partiel d'actif ou d'une scission, grever (et notamment nantir) ou se défaire, directement ou indirectement, volontairement ou non, tout ou partie de la propriété de tout Titre ainsi désigné, et (ii) tout transfert de Titres par une personne physique à ses héritiers ou son conjoint (en ce compris notamment (a) la

donation ou (b) le transfert par suite du décès ou d'une liquidation de communauté entre époux). Sont aussi considérés comme des Cessions la location et le crédit-bail.

« **Titre** » désigne les actions de la Société quelle qu'en soit la catégorie et tout titre donnant droit, de manière immédiate ou différée, directement ou indirectement (y compris l'usufruit ou la nue-propriété d'actions de la Société), par conversion, souscription, option ou par tout autre moyen possible, à un droit financier ou à un droit de vote dans la Société, y compris, notamment, tout bon de souscription d'actions émis par la Société, ainsi que tout droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée ainsi que sa renonciation individuelle en faveur d'une personne dénommée dans le cadre d'une émission de Titres de la Société, tout droit d'attribution résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves de la Société et plus généralement toute valeur visée au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de commerce.

12.2.1. Transfert des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement du compte de l'associé cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, ci-après désigné « *Registre des mouvements* ». La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises à la Cession.

12.2.2. Cessions libres de Droit et Procédure de Préemption et d'agrément

Les Titres sont librement cessibles lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé.

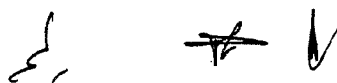
En cas de pluralité d'associés, les Cessions sont libres de Droit et Procédure de Préemption et d'agrément, lorsqu'elles :

- (i) interviennent dans le cadre de la procédure d'exclusion prévue par l'Article 13.2 des statuts, ou,
- (ii) sont réalisées par un associé personne physique au profit d'une Société Patrimoniale, ce terme étant entendu comme une société satisfaisant de manière continue les critères suivants: (i) avoir pour unique objet la détention de participations dans des sociétés (ii) être constamment intégralement détenue directement par l'associé concerné, son époux(se), ou ses descendants ou ascendants directs ou collatéraux, (iii) avoir pour représentant légal l'associé concerné, son conjoint, un descendant ou ascendant direct, ou un autre associé de la Société ;

12.2.3. Droit et Procédure de préemption

(a) *Définition et objet du droit de préemption*

En cas de pluralité d'associés, toute Cession, à l'exception de celles réalisées par voie de dévolution successorale/donation aux héritiers, par un associé de tout ou partie de ses actions qu'il détient dans le capital de la Société au profit d'un autre associé ou d'un tiers, (le **Cessionnaire**) est soumise au respect d'un droit de préemption conféré aux autres associés, chacun à due concurrence de sa participation au capital de la Société, et rapportée aux associés autres que le Cédant (le **Droit de Préemption**), sans préjudice



de la mise en œuvre de la procédure d'agrément prévue par l'Article 12.2.4. En conséquence de ce Droit de Prémption, tout Cédant s'interdit de réaliser la Cession projetée de ses actions, sans mettre préalablement les autres associés (les **Bénéficiaires du Droit de Prémption**) à même d'acquérir, aux mêmes conditions, notamment de prix, les Titres offerts à la vente (les **Titres Offerts**) selon les modalités prévues ci-dessous.

Par ailleurs, si au titre de toute Cession envisagée, le Cessionnaire est un associé de la Société, celui-ci devra avoir la possibilité si les autres Bénéficiaires du Droit de Prémption exercent effectivement leur Droit de Prémption, d'acquérir aussi une partie des Titres Offerts dans les mêmes conditions que s'il avait été Bénéficiaire du Droit de Prémption.

La Notification du Projet devra, par conséquent, indiquer si, en cas d'exercice effectif du Droit de Prémption par le ou les autres Bénéficiaires du Droit de Prémption, le Cessionnaire souhaite ou non exercer son droit d'acquérir une partie des Titres Offerts dans les mêmes conditions que s'il était Bénéficiaire du Droit de Prémption. Le Cessionnaire sera alors considéré comme un Bénéficiaire du Droit de Prémption pour l'application des paragraphes ci-après et, pour les besoins des calculs figurant à l'Article (d), sera réputé exercer son droit de préemption sur la totalité des Titres Offerts.

Par ailleurs, le Cédant pourra, sous réserve de le mentionner dans la Notification du Projet à peine de déchéance de cette faculté, indiquer si en cas d'exercice effectif du Droit de Prémption par les Bénéficiaires du Droit de Prémption, il entend être réputé avoir exercé son Droit de Prémption sur les Titres Offerts à proportion de la quote-part qu'il détient dans le capital de la Société, lui permettant ainsi en cas d'exercice de leur Droit de Prémption par les Bénéficiaires du Droit de Prémption de conserver une quote-part des Titres Offerts.

Le Droit de Prémption ne s'applique pas dans les hypothèses constitutives d'une Cession libre.

(b) *Procédure de notification*

Préalablement à toute Cession, le Cédant s'oblige à notifier le projet de cession aux Bénéficiaires du Droit de Prémption ainsi qu'au Président de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message (la **Notification du Projet**), laquelle devra contenir :

- (i) les nom et adresse du cessionnaire proposé ou sa dénomination sociale, son siège social, son numéro RCS et l'identité de ses dirigeants s'il s'agit d'une personne morale ;
- (ii) le nombre de Titres cédés (les **Titres Cédés**) ;
- (iii) le prix offert ou la désignation du bien remis par le Cessionnaire à titre de contrepartie si le prix n'est pas payé exclusivement en numéraire ou une valorisation des Titres faite de bonne foi si la Cession se fait sans contrepartie (ex : donation, transmission universelle de patrimoine) (la **Contrepartie Offerte**), les modalités de paiement et les garanties demandées. Si le prix n'est pas payé exclusivement en numéraire, la Notification du Projet devra comporter, outre une description détaillée de l'opération envisagée, une valorisation de la Contrepartie Offerte (avec les éléments retenus pour ladite valorisation) ;
- (iv) la copie de l'engagement ferme du Cessionnaire d'acquérir les Titres Cédés aux conditions indiquées dans la Notification du Projet.

V ST S,

A compter de la réception de la Notification du Projet, chaque Bénéficiaire du Droit de Prémption disposera d'un délai d'un mois (le **Délai de Réponse**) pour faire connaître au Cédant son intention d'exercer son Droit de Prémption sur tout ou partie des Titres Cédés aux mêmes conditions que ceux figurant dans la Notification du Projet (la **Notification d'Exercice**).

A défaut de notifier son intention d'exercer son Droit de Prémption avant l'expiration du Délai de Réponse, tout Bénéficiaire du Droit de Prémption sera réputé avoir renoncé à exercer son Droit de Prémption sur les Titres Cédés.

La Notification d'Exercice devra mentionner le nombre de Titres que le Bénéficiaire du Droit de Prémption souhaite acquérir et devra être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message, au Cédant et une copie sera adressée par tout moyen, y compris par e-mail, à l'attention du Président de la Société.

(c) *Contestation de la valorisation de la Contrepartie Offerte*

Le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption disposeront d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la Notification du Projet pour notifier au Cédant par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il(s) entende(nt) contester la valorisation de la Contrepartie Offerte.

En cas de contestation sur la valorisation de la Contrepartie Offerte, le ou le(s) Bénéficiaire(s) du Droit de Prémption devra (ont) solliciter la désignation de **deux experts** par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du siège de la Société statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. (les **Experts**) Cette saisine devra intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours mentionné au paragraphe ci-dessus. A défaut, le ou le(s) Bénéficiaire(s) du Droit de Prémption seront réputés avoir renoncé à contester la valorisation de la Contrepartie Offerte.

Les Experts interviendront comme mandataire commun des associés au sens de l'article 1592 du Code civil.

Les Experts procéderont, dans un délai de trente (30) jours à compter de sa saisine, à la fixation de la Contrepartie Offerte sur la base d'une évaluation objective des Titres Cédés dont la Cession est envisagée selon une analyse multicritères.

Dans le cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de moins de 15 % ou de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la hausse ou à la baisse), les frais d'Expertise seront supportés par le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant contesté la Contrepartie Offerte initialement proposée.

Dans les cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de plus de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la baisse), les frais d'Expertise seront supportés par le Cédant.

Dans les cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est supérieure de plus de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la hausse), les frais d'Expertise seront supportés par le Cédant et le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant contesté la Contrepartie Offerte initialement proposée, à hauteur de la moitié chacun.

Le rapport des Experts sera remis au(x) Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant demandé sa désignation et à la Société qui devra le notifier à son tour à chacun des autres Bénéficiaires du Droit de Prémption et au Cédant dans les trois (3) jours de sa remise par les Experts. Le Cédant et les Bénéficiaires du Droit de Prémption seront tenus par les conclusions des Experts, qu'ils acceptent par avance et qu'ils renoncent par avance à contester. Les Experts agiront en tant que tiers arbitre et son évaluation s'imposera définitivement aux Bénéficiaires du Droit de Prémption et au Cédant et ne sera susceptible d'aucun recours, les conclusions des Experts étant rendues en dernier ressort.

Les délais figurant au présent Article sont suspensifs du délai figurant à l'Article 12.2.3 (b) concernant la réponse à la Notification d'Exercice. En outre, à compter de la remise du rapport des Experts, le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption disposeront d'un nouveau délai d'un (1) mois pour faire savoir s'ils entendent exercer toujours leur Droit de Prémption au vu des conclusions des Experts – toute Notification du Projet préalablement exercée devenant sans objet - (le **Délai de Réponse**).

De même, le Cédant pourra notifier aux Bénéficiaires du Droit de Prémption sa décision de renoncer à son projet de Cession dans le délai de dix (10) jours à compter de la remise par les Experts de son rapport, si la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de plus de 15 % à la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet.

(d) *Exercice du Droit de Prémption*

Le Droit de Prémption, résultant des éventuelles Notifications d'Exercice faites par les Bénéficiaires du Droit de Prémption, devra, à peine de caducité, s'exercer sur l'intégralité des Titres Cédés.

Si les demandes de prémption des Bénéficiaires du Droit de Prémption dépassent le nombre de Titres Cédés et en cas de pluralité d'acquéreurs, ceux-ci seront répartis entre les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant exercé leur Droit de Prémption, au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux dans le capital de la Société et sous réserve des dispositions résultant au paragraphe (a) du présent Article 12.2.3 en cas d'exercice par le Cédant de la faculté prévue au même article.

Si le montant total des Titres préemptés est inférieur au nombre de Titres Cédés, les Bénéficiaires du Droit de Prémption seront réputés avoir renoncé à leur Droit de Prémption relatif à la Cession projetée. Le Cédant devra toutefois se soumettre à la procédure d'agrément prévue à l'Article 12.2.4 des présents statuts si elle est applicable.

Dans un délai de dix (10) jours à compter de l'expiration du Délai de Réponse, le Cédant devra notifier, par tout moyen écrit y compris par courrier électronique, à l'ensemble des Bénéficiaires du Droit de Prémption ainsi qu'au Président de la Société, le nombre total de Titres Cédés préemptés, avec la ventilation correspondante par Bénéficiaire du Droit de Prémption, tels que résultant de toutes les Notifications d'Exercice envoyées pendant le Délai de Réponse (la **Notification de Répartition**). La Notification de Répartition comportera en annexe copie de l'ensemble des Notifications d'Exercice reçues par le Cédant et le Président de la Société.

Dans l'hypothèse où les Bénéficiaires du Droit de Prémption auraient valablement exercé leur Droit de Prémption, pour au moins la totalité des Titres Cédés, le Cédant devra remettre, à chacun des Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant exercé son Droit de Prémption, dans un délai de vingt-cinq (25) jours à compter de l'expiration du Délai de Réponse, un ordre de mouvement portant sur le nombre de Titres préemptés respectivement par chaque Bénéficiaire du Droit de Prémption, contre versement du prix (ce dernier correspondant à celui figurant dans la Notification du Projet ou à celui déterminé par les Experts), les autres modalités, s'il en est, étant établies conformément aux termes de la Notification du Projet.

Dans l'hypothèse où (i) les Bénéficiaires du Droit de Prémption auraient renoncé à exercer leur Droit de Prémption, (ii) le nombre de Titres préemptés serait inférieur au nombre de Titres Cédés (iii) les Bénéficiaires du Droit de Prémption ne procéderaient pas au versement du prix lors de la remise des ordres de mouvement, la Cession projetée pourra être réalisée librement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément prévue à l'Article 12.2.4 ci-dessous. Si elle ne donne pas lieu à l'application de la clause d'agrément prévu à l'Article 12.2.4. (Cession entre associés), la Cession devra être réalisée dans les deux (2) mois à compter de l'expiration du Délai de Réponse. A défaut, la procédure de prémption devra à nouveau être mise en œuvre.

Pour les besoins des présentes, la date de réception sera réputée être la date de première présentation de la lettre recommandée en cas de recours à la lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute cession intervenue en violation des dispositions susvisées est nulle.

12.2.4. Clause d'agrément

En cas de pluralité d'associés, et sauf les cas de Cessions libres visées au 12.2.2., toute Cession ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision de la collectivité des associés, dans les formes et conditions prévues aux présents statuts, cette décision devant être prise à la majorité requise pour l'adoption des Décisions Extraordinaires.

Il est précisé que l'agrément définitif d'un nouvel associé implique l'impossibilité pour les associés de la Société de préempter les Titres destinés à ce nouvel associé, pour la Cession en cause.

Le Cédant ou à défaut le Cessionnaire doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, lettre remise en mains propres au représentant légal de la Société ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message, une demande d'agrément indiquant les nom, prénom(s) et adresse du Cessionnaire, le nombre de Titres dont la Cession est envisagée et le prix offert ou la valorisation retenue pour l'opération et les conditions de la Cession.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée et en cas de refus, ne peut donner lieu à aucune réclamation quelconque. La décision de refus est notifiée au demandeur par tout moyen écrit permettant de disposer d'une date certaine et opposable au demandeur, en ce compris notamment par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, remise en mains propres contre décharge. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de demande d'agrément,

En cas d'agrément, la Cession doit être régularisée dans les trois (3) mois qui suivent la notification de l'agrément ou l'obtention de l'agrément en cas d'agrément tacite, faute de quoi, un nouvel agrément sera nécessaire.

En cas de refus d'agrément, le Cédant, peut à tout moment, y compris après l'expertise visée ci-après, faire savoir qu'il renonce à la Cession projetée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message.

Si la collectivité des associés n'agrée pas le Cessionnaire proposé et si le Cédant n'a pas renoncé à la Cession, les associés sont tenus, dans le délai de neuf (9) mois à compter de la notification de refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou

plusieurs associés, soit par un ou plusieurs tiers, soit, par la Société. En cas d'achat des actions par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

Le prix d'achat est fixé d'un commun accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du code civil. Les frais d'expertise sont supportés pour moitié par le Cédant et par les acquéreurs. Le prix d'achat est payable comptant, sauf accord contraire.

Si, à l'expiration de ce délai de neuf (9) mois à compter de la notification de refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société, sans recours possible, l'associé Cédant et le Cessionnaire dûment appelés. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

La Cession au nom du ou des Cessionnaires(s) désigné(s) par la collectivité des associés est régularisée par un ordre de virement signé du Cédant ou, à défaut, du Président, qui le notifiera au Cédant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

La présente clause d'agrément ne peut être modifiée qu'avec l'accord unanime des associés.

Toute cession intervenue en violation des dispositions susvisées est nulle.

12.2.5. Nantissement des titres de la Société

Tout projet de nantissement de Titres, au profit d'un tiers ou d'un associé de la Société, sera soumis à un consentement donné par les associés à une majorité égale à celle requise dans la procédure d'agrément visée au 12.2.4.

Le refus d'un tel consentement entraînera simplement l'impossibilité d'opérer le nantissement projeté, sans entraîner une quelconque obligation de rachat.

12.3. **Location des actions**

Les actions peuvent être données en location à une personne physique dans les conditions prévues aux articles L.239-1 et suivants du Code de commerce. Elles donnent lieu à la mise en œuvre de la procédure d'agrément, objet de l'Article 12.2 des présents statuts.

ARTICLE 13 - EXCLUSION – CHANGEMENT DE CONTRÔLE

13.1. Modifications dans le contrôle d'un associé

En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dès cette modification.

Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

L'exercice des droits non pécuniaires de cet associé est de plein droit suspendu à compter de cette modification.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'Article 13.2 des statuts.

Dans les trois mois suivant la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'Article 13.2 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

13.2. Exclusion

13.2.1. En cas de pluralité d'associés, un associé peut être exclu par décision collective des associés dans les cas suivants et selon les conditions visées aux Articles 20 et 21 ci-après :

- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte à l'image de marque ou aux intérêts de la Société ;
- actions ou manifestations d'un associé contraires à l'affectio societatis ;
- survenance d'une situation de conflit d'intérêt manifeste portant atteinte ou de nature à porter atteinte aux intérêts de la Société ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé.
- Changement de contrôle non agréé d'une société associée

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

Le Président notifie à l'associé l'intention de l'exclure ainsi que les motifs de cette exclusion par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de un mois avant la date à laquelle la décision d'exclusion doit être prise par les associés, afin que l'associé puisse préparer utilement sa défense.

Lors de la décision collective des associés, l'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion, peut faire valoir sa position, s'il le souhaite. La décision des associés constitue une décision ordinaire, prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. La décision des associés doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions.

13.2.2. Les dispositions du présent Article 13.2 s'appliquent dans les mêmes conditions à tout associé qui aurait acquis cette qualité soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, soit à la suite d'une opération de fusion, d'apport de titres, de scission ou de cession de droits, d'attribution, de souscription à une augmentation de capital ou toute opération assimilée.

13.2.3. L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'exclusion, aux acquéreurs désignés par la collectivité des associés. Dans cette hypothèse, la procédure d'agrément et le droit de préemption prévus à l'Article 12 des statuts ne sont pas applicables.

A compter de la décision d'exclusion et jusqu'à la cession de ses actions, les droits non pécuniaires de l'associé dont l'exclusion a été prononcée sont suspendus.

Le prix des actions est fixé d'accord commun avec les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les trois mois de la décision de fixation du prix et de la signature de l'acte de cession des actions correspondantes.

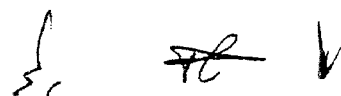
Dans l'hypothèse où l'associé exclu ne procéderait pas à la cession de ses actions dans les trois mois de la décision de fixation du prix, la Société inscrira sur le registre des mouvements de titres et les fiches des associés la cession des actions au profit des acquéreurs désignés lors de la décision d'exclusion contre justification de la consignation du prix de cession à revenir à l'associé exclu à la Caisse des Dépôts et Consignations ou auprès de tout autre établissement bancaire de premier rang acceptant cette mission.

TITRE III

PRESIDENT – DIRECTEUR GENERAL – COMITE DE DIRECTION

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT

- 14.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Le Président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
- 14.2. Le Président est nommé, avec ou sans limitation de durée, par une décision collective des associés ou de l'associé unique. Il est rééligible. Il peut uniquement être révoqué par décision collective des associés ou de l'associé unique statuant selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts. Les fonctions du Président prennent également fin en cas de démission, d'incapacité ou de décès. Le Président a le droit de renoncer à ses fonctions à charge pour lui d'en informer par tout moyen écrit l'associé ou les associés trente (30) jours à l'avance, étant entendu que ce délai pourra être réduit sur décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues aux Articles 20 et 21.
- 14.3. Le Président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par décision collective des associés ou de l'associé unique, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs. Le Président peut se faire consentir ou être titulaire d'un contrat de travail conclu avec la Société, qu'il pourra cumuler avec son mandat social.



ARTICLE 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT

- 15.1. Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société.
- 15.2. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec la Société et les associés, le Président assumera la direction générale et l'administration de la Société et disposera des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social et dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et par les présents statuts à la collectivité des associés ou à l'associé unique

- 15.3. Le Président pourra, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs, par mandats spéciaux et temporaires, à une ou plusieurs personnes, associée(s) ou non (chacune un **Délégué**), qui agiront sous le contrôle et la supervision du Président et seront soumises à l'autorité et aux instructions du Président. Les pouvoirs conférés à un Délégué pourront être modifiés et/ou révoqués à tout moment par le Président.

ARTICLE 16 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

- 16.1. Sur proposition du Président, l'associé unique ou les associés peuvent selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21 nommer un Directeur Général, personne physique, associé ou non. La décision de nomination fixera la durée de son mandat.
- 16.2. Le Directeur Général est révocable ad nutum par décision de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés.
- 16.3. La rémunération du Directeur Général sera fixée par décision de l'associé unique ou des associés. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs. Le Directeur Général peut se faire consentir ou être titulaire d'un contrat de travail conclu avec la Société, qu'il pourra cumuler avec son mandat social.
- 16.4. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.
- 16.5. Le Directeur Général sera investi des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président, qu'ils exerceront ensemble ou séparément.

En conséquence, le Directeur Général dirigera la Société, représentera celle-ci à l'égard des tiers et sera investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

En tout état de cause, l'associé unique ou les associés pourront décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

- 16.6. Le Directeur Général pourra consentir toute délégation de pouvoirs qu'il juge nécessaire, par mandats spéciaux et temporaires, à une ou plusieurs personnes, associée(s) ou non, mandataire(s) de son choix (chacune un **Délégué**), qui agiront sous le contrôle et la

sc TC ✓

supervision du Directeur Général et seront soumises à l'autorité et aux instructions du Directeur Général. Les pouvoirs conférés à un Délégué pourront être modifiés et/ou révoqués à tout moment par le Directeur Général.

ARTICLE 17 - COMITE DE DIRECTION

La collectivité des associés pourra décider de mettre en place un Comité de Direction . Si tel est le cas, les dispositions prévues ci-dessous s'appliqueront.

Le Comité de Direction exerce un contrôle permanent de la gestion du président (et du directeur général le cas échéant) et de la réalisation des objectifs stratégiques de la Société ainsi que de toute société qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce. A ce titre, il peut, à toute époque de l'année et sur demande de l'un quelconque de ses membres, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Le Comité de Direction peut en outre faire procéder par des prestataires extérieurs de son choix à tout audit de la Société.

17.1. Nomination – Durée des fonctions – Composition

Le Comité de Direction est composé d'un nombre maximum de quatre (4) membres personnes physiques ou morales nommés, sur proposition du Président, par décision des associés selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21, pour une durée d'un an, renouvelable, l'année étant la période qui sépare deux assemblées générales ordinaires annuelles consécutives.

Le Président de la Société est de plein droit membre du Comité de Direction.

17.2. Président du Comité de Direction

Le Comité de Direction est présidé par le président de la Société, chargé à ce titre de convoquer le Comité de Direction et d'en diriger les débats.

17.3. Rémunération

Les membres du Comité de Direction pourront, le cas échéant, être rémunérés au titre de leurs fonctions de membres du Comité de Direction. La décision des associés les nommant en décidera.

17.4. Révocation

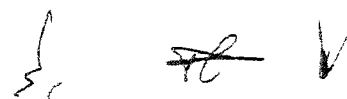
Les membres du Comité de Direction pourront être révoqués de cette fonction à tout moment, sans avoir à justifier d'un juste motif, par décision des Décision Ordinaire des associés. Cette révocation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

17.5. Réunions

Le Comité de Direction se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois tous les 3 mois, sur convocation du Président, laquelle pourra être effectuée par tous moyens et notamment par voie électronique.

Les réunions du Comité de Direction pourront se tenir par tous moyens (notamment par voie de visioconférence ou de téléconférence). Le Président de la Société présidera les réunions du Comité de Direction. En cas d'empêchement du Président, les réunions du Comité de Direction, seront présidées par un membre choisi par le Comité de Direction en début de séance.

Tout membre du Comité de Direction peut donner, même par lettre, télégramme, télex ou télécopie, pouvoir à un autre membre du Comité de Direction de le représenter à une séance du Comité de Direction, mais chaque membre ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.



Le Comité de Direction ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les délibérations du Comité de Direction sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et au moins un membre. En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux membre au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Comité de Direction sont valablement certifiés par le Président ou le Directeur Général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

TITRE IV

CONTRÔLE DE LA SOCIETE – DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, SES DIRIGEANTS ET SES ASSOCIÉS

18.1. En cas de pluralité d'associés, toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et :

- a. ses dirigeants,
- b. l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- c. la Société contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce une Société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,

doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes si la Société en est dotée par le Président dans un délai d'un mois de leur conclusion.

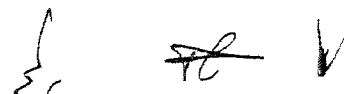
Le Président ou le commissaire aux comptes si la Société en est dotée doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article, étant précisé que cette disposition n'est pas applicable aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice, les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées par décision collective des associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée ou le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

18.2. Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son dirigeant.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

19.1. La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant n'est obligatoire que dans les hypothèses prévues par la loi. La collectivité des associés statuant dans les conditions des Articles 20 et 21 peut décider de procéder à de telles désignations. Enfin, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en



justice par un ou plusieurs associés dans les conditions prévues par la loi.

19.2. Le commissaire aux comptes titulaire exercera son contrôle conformément à la loi. Il est désigné pour une période de six (6) exercices consécutifs.

19.3. Un commissaire aux comptes suppléant, appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, est nommé en même temps et dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

ARTICLE 20 - DOMAINES RÉSERVÉS AUX DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous, indépendamment des dispositions des présents statuts faisant attribution de compétence aux associés :

- (i) augmentation, réduction ou amortissement de capital social et, plus généralement, émission de titres financiers, notamment de titres financiers donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société ;
- (ii) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, liquidation ou dissolution ;
- (iii) modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social dans les conditions de l'article 4 des statuts ;
- (iv) approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- (v) toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- (vi) nomination et révocation du Président et détermination de sa rémunération et de la durée de son mandat et de limitations de pouvoirs ;
- (vii) nomination et révocation du Directeur Général, détermination de sa rémunération, de la durée de son mandat et de limitations de pouvoirs ;
- (viii) nomination et révocation des membres du Comité de Direction, détermination de leur rémunération, de la durée de leur mandat et de limitations de pouvoirs ;
- (ix) nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- (x) exclusion d'un associé ;
- (xi) émission d'obligations ;
- (xii) agrément d'un nouvel associé ;
- (xiii) transformation en Société d'une autre forme.

ARTICLE 21 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

21.1. Mode de consultation des associés

Les décisions des associés sont prises à l'initiative du Président, du Directeur Général ou du Comité de Direction ; ou à défaut, à celle du Commissaire aux comptes ou de toute personne habilitée à cet effet (un *Demandeur*).

L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par le Demandeur.

Les décisions collectives sont prises, au choix du Demandeur :

- en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ; ou,
- par consultation écrite ; ou,
- par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle.

Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit leur forme, par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, et notamment par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Le nombre de mandats dont peut disposer un associé est illimité.

21.2. Droit de vote attaché aux actions

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix, sous réserve de l'existence de catégories particulières d'actions évoquées, le cas échéant, à l'article 11.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels y compris l'affectation du résultat et au nu-propiétaire en cas de paiement du dividende sous forme d'actions et pour toutes les autres décisions. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute réunion d'associés qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des associés.

21.3. Décisions de nature ordinaire et de nature extraordinaire

Constituent des décisions de nature ordinaire, les décisions qui ne modifient pas les statuts de la Société.

Constituent des décisions de nature extraordinaire, les décisions qui modifient les statuts de la Société.

Sauf dérogations stipulées dans les présents Statuts, les règles de majorités pour les décisions ordinaires et extraordinaires sont fixées au (e) de l'article 21.4. et au (b) de l'article 21.5. ci-dessous.

21.4. Décisions prises en Assemblée Générale

(a) Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique **huit (8) jours** au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable et à condition qu'aucun des points figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ne requière la rédaction d'un rapport par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un. Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

(b) Présidence

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

(c) Vote à distance

Tout associé pourra voter à distance selon les modalités déterminées ci-après.

Tout associé pourra voter en retournant à la Société un formulaire de vote par correspondance, ledit formulaire devant parvenir à la Société, par courrier, par télécopie ou par courrier électronique, au plus tard deux heures avant le début de l'Assemblée Générale afin d'être pris en compte. L'associé pourra demander à la Société un formulaire de vote par correspondance à compter de la réception de la convocation et au plus tard la veille de l'assemblée avant 12 H ou si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, au plus tard le premier jour ouvré avant 12 H précédant le jour de l'assemblée, par tous moyens écrits, y compris par télécopie ou par courrier électronique.

En cas de réception d'une demande excluant la transmission dudit formulaire par courrier en raison des délais d'acheminement postaux, ce dernier pourra être au choix de la Société transmis par télécopie ou par courrier électronique au dernier numéro de télécopie connu ou à la dernière adresse électronique connue de l'associé.

(d) Participation des associés par des moyens de télétransmission ou de télécommunication

Lors de la convocation d'une Assemblée Générale, le Demandeur pourra également décider d'autoriser la participation des associés aux débats et le vote à distance en recourant à des moyens de télétransmission ou de télécommunication, satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'Assemblée, dont les délibérations devront être retransmises de façon continue, cette faculté étant indépendante de la réunion des associés par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle prévue à l'Article 20.6 des statuts. Pour le calcul du quorum et de la majorité prévues ci-après à l'Article 20.4 e), les associés participant aux Assemblées Générales par ce biais seront réputés présents.

(e) Quorum - Majorité

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins **60% des actions** ayant le droit de vote. Si le quorum n'est pas atteint sur première convocation, l'assemblée est à nouveau convoquée **huit (8) jours** ouvrés après la date de la première convocation sans quorum requis.

Les **décisions de nature ordinaire** définies à l'Article 21.3 des statuts sont valablement adoptées par les associés réunis en Assemblée Générale, sous réserve de recueillir un vote favorable à la **majorité des voix** dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Les **décisions de nature extraordinaire** définies à l'Article 21.3 des statuts sont valablement adoptées par les associés réunis en Assemblée Générale sous réserve de recueillir la majorité de **soixante-quinze pourcent (75%) des voix** dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Nonobstant ce qui précède, l'unanimité des associés sera requises pour l'adoption des décisions visées à l'article L.227-13 du Code de commerce ainsi que pour tout autre décision pour lesquelles la loi prévoit l'unanimité, notamment en cas d'augmentation des engagements des associés ou de transfert du siège social hors de France ne satisfaisant pas aux dispositions de l'article L.225-97 du Code de commerce ;

Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

(f) Feuille de présence et procès-verbal

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion rappelant le nombre de voix présents, un résumé des débats, les résolutions et le résultat de votes, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou par le mandataire d'un associé représenté.

21.5. Décisions prises par consultation écrite*(a) Organisation et déroulement*

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimum de **huit (8) jours** à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote.

Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de **huit (8) jours**) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés, par tous moyens de l'objet de ladite consultation de la même manière que les associés.

5 24 ✓

(b) Majorité

Les décisions prises par voie de consultation écrite sont réputées adoptées, s'agissant de décisions :

- de **nature ordinaire**, définies à l'Article 21.3 des statuts si elles recueillent **la majorité des actions** ayant le droit de vote sauf lorsqu'il en est disposé autrement par les présents statuts ;
- de **nature extraordinaire**, définies à l'Article 21.3 des statuts si elles recueillent la majorité des **soixante-quinze pourcent (75%) des actions** ayant le droit de vote.

Pour le surplus il est fait application des dispositions de l'article 21.4 c).

Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

(c) Procès-verbal

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées à l'Article 21.9 ci-après.

21.6. Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle*(a) Organisation et déroulement*

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique **huit (8) jours** au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, le Président peut demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de la réunion, et sous réserve qu'aucun de ces points ne requiert la rédaction d'un rapport par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

(b) Majorité

Les décisions prises par voie de conférence téléphonique ou visioconférence sont adoptées dans les conditions de l'article 21.4 e).

(c) Procès-verbal

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit, dans un délai de **huit (8) jours**, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque résolution, le résultat du vote – Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président, dans les **huit (8) jours**, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

21.7. Acte sous seing privé

Toute décision de la compétence des associés peut également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés, étant précisé que tout associé pourra se faire représenter dans les conditions de l'Article 21.1.

Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des associés. La date de l'acte sera la date de la dernière des signatures apposées sur ce dernier.

21.8. Décisions prises par l'associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou, à défaut, de sa propre initiative. Dans ce dernier cas, le Président en est avisé dans les meilleurs délais. Si la décision intervient à l'initiative du Président, ce dernier établit un rapport qu'il communique à l'associé unique. Le Président peut également décider de recourir à la consultation écrite.

Les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont avisés dans les meilleurs délais et par tous moyens écrits, de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

21.9. Registre des décisions

Les décisions de l'associé unique ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 22 - DECISIONS DES ASSOCIES TITULAIRES D'UNE CATEGORIE D' ACTIONS OU DES TITULAIRES DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

22.1. Toute décision de la collectivité des associés de modifier ou de supprimer les droits relatifs à une catégorie d'actions n'est définitive qu'après approbation par les associés titulaires de cette catégorie d'actions, laquelle est prise soit, sous la forme d'une décision intervenant par un acte ou par consultation écrite dans les conditions décrites respectivement aux Articles 21.7 et 21.5 ci-avant ou sous forme d'une Assemblée Spéciale dont les modalités de tenue seront

identiques à celles prévues pour les Assemblées Générales aux termes de l'Article 21.4. Les décisions des Assemblées Spéciales des associés titulaires d'une même catégorie d'actions délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L.225-99 du Code de commerce. En cas de recours à une consultation écrite prévue à l'Article 21.5, la majorité requise sera également celle de l'article L.225-99 du Code de commerce, calculée toutefois sur le nombre d'actions de la catégorie concernée par la modification ayant droit de vote.

22.2. Les titulaires de titres financiers donnant accès au capital de la Société sont convoqués et délibèrent dans les conditions et modalités fixées par l'article L.228-103 du Code de commerce.

ARTICLE 23 - INFORMATION DES ASSOCIÉS

23.1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.

23.2. Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L. 225-115 du Code de commerce. L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 - COMPTES ANNUELS

24.1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

24.2. A la clôture de chaque exercice, le Président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi. Il établit également le rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement, ainsi que, le cas échéant, des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

24.3. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

ARTICLE 25 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

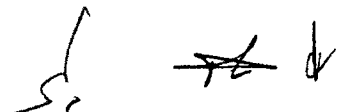
25.1. Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

- 25.2. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- 25.3. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.
- 25.4. Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.
- 25.5. L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.
- 25.6. Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 26 - MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 26.1. La collectivité des associés ou l'associé unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.
- Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.
- 26.2. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.
- 26.3. Toutefois, le Président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce.



TITRE VI

TRANSFORMATION – PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les Associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les Associés devenant actionnaires commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des Associés, soit la modification des clauses des Statuts exigeant l'unanimité des Associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION ANTICIPÉE

29.1. La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions des Articles 20 et 21 ci-dessus.

29.2. Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation dans les conditions prévues par la loi.



ARTICLE 30 - LIQUIDATION

30.1. Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

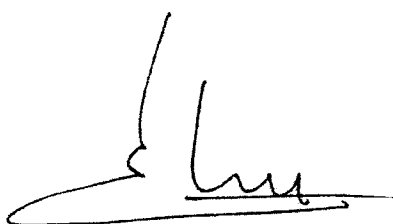
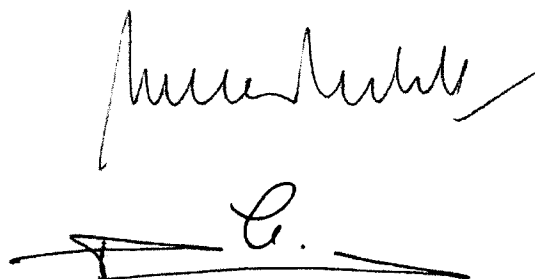
30.2. En cas de pluralité d'associés ou si l'associé unique est une personne physique, l'associé unique personne physique ou la décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

L'associé unique personne physique ou les associés est (sont) consulté(s) en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

30.3. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le liquidateur.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux tribunaux du ressort du siège social de la Société.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script with a horizontal line underneath.